



Le programme OTAN pour la science au service de la paix et de la sécurité

SPS e-flier – E.Maduike / S.Michaelis

Septembre 2009

RÉPUBLIQUE KIRGHIZE

Programme SPS : activités de coopération



(photo: Wikipedia)

La République kirghize est associée aux activités scientifiques de l'OTAN depuis 1993. Des scientifiques et des experts de ce pays ont joué un rôle de premier plan dans une soixantaine d'activités, et d'autres ont pris part à divers projets de coopération en qualité de participants ou d'orateurs.

Aujourd'hui, les activités scientifiques de l'OTAN permettent une collaboration étroite dans les deux grands domaines prioritaires de l'Organisation que sont **la défense contre le terrorisme et la lutte contre les autres menaces pesant sur la sécurité**. Elles sont gérées dans le cadre du programme pour la science au service de la paix et de la sécurité

(programme SPS). Les activités SPS contribuent à la réalisation de l'objectif stratégique « Partenariat » de l'OTAN : en effet, dans le cadre d'ateliers, de stages d'étude, de collaborations entre équipes ou de projets pluriannuels, les chercheurs et experts des pays de l'OTAN ont la possibilité de tisser des liens avec ceux des pays partenaires et des pays du Dialogue méditerranéen.

Toutes les activités parrainées dans le cadre du programme SPS sont préalablement approuvées par les pays de l'OTAN selon le principe du consensus.

Exemples d'activités

Le Centre d'excellence de l'OTAN pour la défense contre le terrorisme, basé à Ankara (Turquie), et des experts de la République kirghize ont organisé conjointement un cours de haut niveau sur **l'utilisation de la force dans la lutte contre le terrorisme**, qui s'est déroulé à Bichkek en septembre 2008. Il s'agissait d'offrir aux participants la possibilité d'échanger leurs points de vue et d'encourager l'intensification, à l'échelle internationale, du dialogue et de la coopération en matière de lutte contre le terrorisme. Les stagiaires ont étudié le concept et les paramètres relatifs à l'utilisation de la force dans la lutte contre le terrorisme et ils se sont familiarisés avec les éléments du droit international et les traités internationaux qui concernent la lutte contre le terrorisme et le conflit armé. (ref : 983231)

Un projet a été lancé récemment qui regroupe des scientifiques venant de la République

kirghize, de la République slovaque, de la Fédération de Russie et de la Belgique et qui a pour objet **la prévention des catastrophes liées aux barrages résultant de glissements de terrain dans le Tien Chan**. Cette région montagneuse de la République kirghize est sujette à d'importants tremblements de terre alors que s'y trouvent des dépôts de déchets nucléaires qui, de ce fait, se trouvent exposés aux glissements de terrain que ces séismes provoquent. Les mouvements telluriques nuisent aussi gravement à la stabilité des barrages, qu'ils soient naturels ou construits par l'homme. Les travaux visant à limiter les dégâts occasionnés par les glissements de terrain, nécessitent d'effectuer des relevés cartographiques de la région, de mener des investigations sur le terrain, et de procéder à une modélisation tridimensionnelle des risques et des divers scénarios qui en découlent. Ces outils permettront un renforcement de la



Le programme OTAN pour la science au service de la paix et de la sécurité

SPS e-flîer – E.Maduike / S.Michaelis

Septembre 2009

collaboration entre scientifiques et autorités gouvernementales, et les travaux seront menés en étroite collaboration avec le ministère kirghize des Situations d'urgence. Ce projet a été mis sur pied dans le prolongement de l'atelier SPS sur la sécurité des barrages résultant d'éboulements rocheux, qui s'est déroulé à Bichkek en 2004. (ref : 983289)

Des scientifiques kirghizes, britanniques, italiens et ouzbeks travaillent depuis quelque temps sur un projet dont l'objectif est d'augmenter **la sécurité géo-environnementale dans la région de la centrale hydroélectrique de Toktogoul**, eu égard au risque de séismes. Cette région est au cœur de la plus vaste zone d'irrigation hydroélectrique d'Asie centrale. La démarche adoptée consiste à évaluer la sécurité parasismique dans la région de Toktogoul, à établir des scénarios des menaces possibles, à formuler des recommandations concernant les mesures susceptibles de limiter les risques et à diffuser des informations sur les risques au moyen d'une base de données SIG. Le recensement des menaces résultant des perturbations subies lors de séismes par les sites de stockage des résidus d'uranium est un autre objectif important du projet. Les ministères compétents de la République kirghize et de l'Ouzbékistan, ainsi que le groupe Kyrgyenergo Holding Company, qui exploite la centrale de Toktogoul, font partie des utilisateurs finaux des résultats et des recommandations de cette étude. (ref : 983142)

Des chercheurs de la République kirghize, du Kazakhstan, du Tadjikistan, d'Ouzbékistan et de Slovénie coopèrent depuis février 2006 dans le cadre d'un projet portant sur la gestion des déchets industriels issus de l'exploitation de l'uranium, le but étant d'empêcher ceux-ci d'avoir des effets nocifs sur la santé des populations locales et sur l'environnement.

Intitulé « **L'extraction de l'uranium et la sécurité de l'environnement dans les républiques d'Asie centrale** », le projet vise à déterminer le mode de migration des radionucléides, l'étendue de la contamination à l'échelle locale et les doses auxquelles les différents groupes de population ont été exposés, l'accent étant placé sur les sources d'eau potable se trouvant à proximité des sites de stockage des résidus issus de l'extraction de l'uranium. Depuis le lancement du projet, des



Relevé de taux de radon dans une maison d'habitation à Shekaftar, en République kirghize (photo fournie par les codirecteurs du projet)

missions ont été menées sur plusieurs sites de stockage de déchets d'uranium, notamment à Minkouch et à Kadji Sai, en République kirghize. Les résultats de ces travaux intéressent particulièrement diverses autorités de régulation aux niveaux municipal et national dans les pays concernés, qui auront accès aux données relatives au taux de radon relevé dans les habitations privées et dans les bâtiments publics ainsi qu'à celles qui concernent le taux de radioactivité des sources d'eau potable situées à proximité des sites de stockage de déchets d'uranium. Ces résultats s'accompagneront de recommandations sur les manières dont l'exposition aux radiations peut être atténuée. (ref : 981742)